

STATUTS SOCIAUX

3 BRASSEURS FRANCE

Société par Actions Simplifiée à capital variable
30 boulevard Jean-Baptiste Lebas
59800 LILLE

Le 15.10.2010

LE SOUSSIGNE

La société AGAPES, société anonyme au capital de 17.547.392 €uros, dont le siège social est à VILLENEUVE D'ASCQ (59650) Immeuble Péricentre, rue Van Gogh, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro B 477 380 422, représentée par Monsieur Jean-Louis LANDRIEUX en qualité de Président Directeur Général,

A D'ABORD RAPPELE CE QUI SUIT :

Il est constitué par les présentes, sans appel public à l'épargne, une société par action simplifiée dénommée « AMARINE EXTERNE » au capital social effectif de 37 000 euros divisé en 1 850 actions de 20 euros chacune émises au pair et à libérer en totalité lors de la constitution.

Madame Alexandra TAMPLEU a été chargée d'établir un projet de statuts de cette société par action simplifiée pour lequel elle a reçu l'accord de la SA AGAPES.

La Société AGAPES SA a versé à Monsieur Olivier DELATTRE la somme correspondante à sa souscription.

Les sommes ainsi recueillies par Monsieur Olivier DELATTRE ont été déposées à la banque banque BNP Paribas - Nord de France Entreprises - 140 Tour Lilleurope - 11 Parvis de Rotterdam - 59777 EURALILLE à un compte ouvert auprès de la Société en formation ;

Les versements ont été constatés par un certificat en date du 17 décembre 2008 établi par la banque précitée.

En date du 15 septembre 2010, l'associé unique décide de désigner la SAS 3 BRASSEURS INTERNATIONAL, anciennement dénommée LES TROIS BRASSEURS SAS, Société par actions simplifiée à capital variable, dont le siège social est à LILLE (59800), 30 boulevard Jean-Baptiste LEBAS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro B 434 036 042, en qualité de Président de la Société représentée par Monsieur Jean-Louis LANDRIEUX, aux lieu et place de la SA AGAPES.

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

« 3 BRASSEURS FRANCE »

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

« Lille (59800), 30 boulevard Jean-Baptiste Lebas ».

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - OBJET

« La société a pour objet, directement ou indirectement, en France :

- Toute opération commerciale se rapportant directement ou indirectement à l'exploitation d'activités de restauration et de débit de boissons, sous toute forme, brasserie, buvette, cafétéria, restaurant, fast-food en libre-service ou en service traditionnel ;
- La production et fabrication sur chacun des sites d'exploitation de bière et plus généralement toute activité brassicole ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tout établissement se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

- La prise, l'acquisition, la prise et/ou la mise en location-gérance, l'exploitation d'accord de franchise permettant de valoriser l'existence, la notoriété, le savoir-faire acquis dans les différents domaines de la restauration ;
- La prestation de tout service, notamment de formation, dans le secteur de la Restauration, principalement de type traditionnelle, à toute entreprise ayant des liens directs ou indirects ou des intérêts communs avec la Société, ses actionnaires ou l'une de leurs filiales et participations détenues directement ou indirectement.
- La prise de participation directe ou indirecte de la société dans toute opération commerciale ou industrielle pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscriptions ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation ou autre.
- Et plus généralement toute opération financière, commerciale, industrielle, civile, mobilière et immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe. »

ARTICLE 5 - DUREE

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté à la constitution :

société AGAPES, société anonyme au capital de 17.547.392 €uros, dont le siège social est à VILLENEUVE D'ASCQ (59650) Immeuble Péricentre, rue Van Gagh, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro B 477 380 422, représentée par Monsieur Jean-Louis LANDRIEUX en qualité de Président Directeur Général.

Une somme en numéraire de 37 000 euras, ladite somme correspondant à 1850 actions de 20 euras chacune, souscrites en totalité et libérées chacune intégralement, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque BNP Paribas

Cette somme de 37 000 euras a été déposée le 17 décembre 2008 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL.

7.1 Capital social statutaire

Le capital social statutaire est fixé à la somme de DEUX CENT EUROS (200 euras). Il est divisé en 10 actions de 20 euras chacune, qui seront émises au fur et à mesure des souscriptions reçues.

7.2 Capital social effectif

Le capital social effectif représente la fraction du capital social statutaire fixé ci-dessus qui est effectivement souscrit par les associés à un moment quelconque de la vie sociale.

Le capital social effectif est variable

Il augmente par suite de souscriptions nouvelles émanant d'anciens ou de nouveaux associés, il diminue par la suite de reprise d'apports, totale ou partielle.

En hausse, le montant du capital effectif ne peut dépasser le montant du capital statutaire, sauf si ce dernier fait lui-même l'objet d'une augmentation en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

En baisse, le capital ne peut descendre en dessous de $1/10^{\text{ème}}$ du capital statutaire, ni du minimum légal, à savoir : 1 € (un euras).

7.3 Augmentation du capital :

Le capital social peut en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces mais les attributaires, s'ils n'ont déjà la qualité d'associés, devant être agréés préalablement par la présidence.

Il peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois, par incorporation au capital de tout ou partie de réserves ou de bénéfices, par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes ou création de parts nouvelles.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apports en numéraire, la collectivité des associés fixe les conditions de l'émission dans le respect du principe de l'égalité entre les associés. Elle institue au cas un droit préférentiel de souscription au profit des associés, elle détermine si les parts nouvelles sont émises au pair ou avec prime.

Elle peut déléguer ses pouvoirs au Président

Les formes et délais de souscription sont fixés par le Président.

7.4 Réduction de capital

Dans les limites ci-dessus, le capital social pourra être réduit par la suite de remboursement et d'annulation des parts sociales intervenants suivant les modalités prévues aux présents statuts notamment à la suite de démission, d'exclusion, décès, etc

La collectivité des associés peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire, décider la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat de parts sociales, de réduction de leur valeur nominale ou de leur nombre avec obligation, s'il y a lieu, de cession ou d'achat de parts anciennes pour permettre l'opération.

ARTICLE 8- ACTIONS

Les actions sont nominatives et inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur offre personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 9 - CESSIION DES ACTIONS

I - TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

L'ordre de mouvement des actions non intégralement libérées doit être accompagné d'une acceptation signée par le cessionnaire.

Les associés s'interdisent d'offrir leurs actions à des tiers en employant des moyens de publicité ou en recourant à des intermédiaires spécialisés et plus généralement en utilisant tout procédé qui constituerait un appel public à l'épargne ou sens de l'article 72 de la loi du 24 juillet 1966 et de l'article 57 du décret du 23 mars 1967.

Ils seraient responsables à l'égard de la Société des conséquences qui résulteraient de la violation de la présente clause.

Sont considérées comme cessions toutes les opérations de transmissions d'actions ou de droits

affectés aux actions (droits de souscription ou d'attribution) par quelque moyen que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit.

A - Cessions libres.

Les cessions d'actions à titre gratuit ou onéreux entre associés, ainsi que les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, peuvent être effectuées librement.

Les cessions sont libres entre les parties et leurs sociétés affiliées sous réserve d'en informer les autres parties avec un préavis de deux mois.

Pour l'application du présent contrat, deux sociétés sont considérées comme affiliées si l'une d'entre elles détient le contrôle direct ou indirect de l'autre (société mère et filiale) ou si toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une même société (société soeur).

Il y a contrôle direct ou indirect d'une société dès lors qu'une autre société dispose directement ou par sociétés interposées, de la majorité des droits de vote aux Assemblées Générales Ordinaires de celles-ci.

Dans le cas où les liens de filiation viendraient à disparaître entre une partie et celle de ses sociétés affiliées à laquelle elle aurait cédé tout ou partie de sa participation dans la Société, cette partie serait préalablement tenue de racheter la participation cédée.

Au cas où un associé souhaiterait vendre tout ou partie de ses actions, il devra d'abord les proposer aux autres associés qui disposeront d'un délai de trois mois pour formuler leur réponse et prendre une option.

Leur réponse définitive devra être formulée dans un délai supplémentaire de trois mois. Si le droit de rachat n'était pas exercé, ou ne l'était que partiellement, les actions encore disponibles seront cessibles dans les conditions définies ci-après.

Toute autre cession ou transmission d'actions est soumise à l'agrément préalable du Président.

B - Cessions à des tiers.

Toutes les cessions ou mutations à des tiers, de quelque manière qu'elles aient lieu;

- soit à titre gratuit ou onéreux;
- soit à titre d'apport, de fusion ou scission, ou de partage d'actif social;
- soit par adjudication publique, volontaire ou forcée,

doivent être autorisées préalablement par le Président suivant la procédure définie ci-dessous.

A cet effet, la demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre, la catégorie et les numéros des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert, est notifiée par le cédant à la Société.

Le Président statue, le plus rapidement possible, sur cette demande et au plus tard avant l'expiration du délai de trois mois à compter de sa notification.

La décision du Président est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé réception.

Si le Président n'a pas fait connaître sa décision au cédant dans le délai de trois mois ci-dessus imparti à compter du jour de la notification, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, et si le cédant n'a pas retiré son offre dans le délai de quinze jours, le Président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant par la Société en vue d'une réduction de capital.

Cette acquisition a lieu moyennant le prix déterminé par les experts dûment habilités.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, à la demande de la Société, ce délai peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours rendue par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser dans le délai imparti, le transfert sera régularisé d'office par simple déclaration du Président, puis sera notifié au cédant dans les dix jours de sa date, avec invitation de se présenter au siège social pour recevoir le prix du transfert, soit lui-même, soit par une autre personne dûment mandatée à cet effet.

Les notifications, significations et demandes prévues ci-dessus seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

C -Actions attribuées aux salariés au titre de l'intéressement.

La cession des actions qui auront pu être attribuées aux salariés au titre de l'intéressement, sera dans tous les cas soumise à l'agrément du Président pour éviter que ces actions ne soient cédées à des personnes n'ayant pas la qualité de salarié de la Société.

Si la Société attribue ses propres actions, au titre de participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, elle peut, à cet effet, diviser ses actions en coupures dont le montant nominal ne peut être inférieur au minimum légal fixé pour les coupures de cette nature.

II : ACQUISITION FORCEE D'ACTION

Afin de préserver l'indépendance de la Société, son autonomie économique, et l'intérêt social de

l'entreprise, il est convenu expressément que les actions détenues par un associé, personne physique ou morale, peuvent faire l'objet d'une acquisition forcée décidée par le Président lorsque l'associé perd ou regagne de la Société ses caractères de liberté et d'activité, notamment par une modification de sa situation juridique ou économique.

Notamment pour une personne physique, si elle perd le caractère de solitaire dans l'hypothèse où le caractère solitaire a été le critère déterminant au moment de la cession d'actions, ou si elle devient solitaire ou membre social, d'un groupe concurrent, et dans tous les cas où celle-ci, par la mauvaise exécution de ses obligations, l'inexécution ou la violation de celles-ci, elle perdrait la confiance de la Société.

Notamment pour une personne morale, si l'associé vient à changer de moins par quelque procédé juridique et pour quelque raison que ce soit notamment par apport, fusion ou scission, partage de l'actif social, si l'associé a une activité contraire à l'intérêt social de l'entreprise qui met en péril l'indépendance de la Société.

Il est précisé que:

- Seul le Président est compétent pour faire application de cette clause d'acquisition forcée.
- Le Président devra informer dans les 15 jours de la décision d'acquisition l'associé concerné en lui notifiant la délibération par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Dans les 3 mois de la notification, le Président devra désigner les associés ou les tiers qui se portent acquéreurs des actions en cause ainsi que le prix qui en est offert,
- L'acquisition des actions par le Président se fera à la valeur déterminée par les experts dûment habilités à cet effet.

TITRE III ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 10- PRÉSIDENCE DE LA SOCIÉTÉ

10.1 : Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne morale ou physique, associée ou non associée de la Société.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci est représentée par ses dirigeants sociaux ou par un représentant permanent désigné par elle. La Société en est informée par tout moyen.

Le Président est désigné par décision collective des associés.

10.2 Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner à tout moment à charge pour lui d'en informer les associés.

Il peut être révoqué à tout moment, et sans qu'un motif soit nécessaire, par décision majoritaire des associés. La révocation des fonctions de Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

10.3 Rémunération

Le Président peut être rémunéré pour ses fonctions. Cette rémunération est, le cas échéant, fixée chaque année par décision collective des associés.

10.4 Pouvoirs

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers. Il aura les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux associés par la loi ou par les présents statuts.

Le Président peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un Directeur Général.

Cependant, à titre de règlement intérieur, et sans que cette mesure soit opposable aux tiers sauf à démontrer qu'ils en avaient connaissance, le Président et le Directeur Général doivent agir conjointement et recueillir le contreseing d'une personne désignée par l'associé unique ou l'associé majoritaire pour accomplir les actes suivants :

- retrait de fonds en banque en espèces, quel qu'en soit le montant ;
- acquisitions ou aliénations sous quelque forme que ce soit (vente, échange, apport en société, cession, bail), d'immeubles appelés à figurer au poste immobilisations du bilan, de fonds de commerce, ou d'autres éléments substantiels de fonds de commerce tels que brevets d'invention, certificats d'utilité, marques, dessins et modèles, enseignes, procédés techniques non brevetés, tours de mains ;
- conclusion de crédits baux immobiliers ;
- constitution de sûretés personnelles (cautionnement, aval, etc.) ou réelles mobilières (nantissement) ou immobilières (antichrèse, hypothèque) ;
- constitution de promesses de sûretés personnelles ou réelles (promesses de nantissement ou d'affectation hypothécaire) ;
- tous emprunts et demandes de crédits à court, moyen ou long terme et tous octrois de prêts à toutes personnes physiques ou morales sans distinction ;
- acquisition et aliénation de créances de valeurs mobilières (titres de placement et titres de participation) ;
- tout acte juridique comportant pour la société un engagement de payer excédant 200.000€ étant précisé que :

- toute mesure tendant à scinder le montant de l'engagement en tranches inférieures à 200.000€ n'exonérera pas le représentant de sa responsabilité contractuelle ;
- cette mesure ne concerne pas les engagements relatifs au paiement de cotisations sociales ou de sommes dues au bénéfice du Trésor Public ;
- emploi de trésorerie de la société dans des placements à échéance supérieure à trois mois ;
- conclusion de contrats de franchise et de location-gérance, sauf entre sociétés du groupe ;
- prise ou cession de participation ou accord de partenariat sans prise de participation.

Tout changement dans la personne de ce contresignataire fera l'objet d'une décision extraordinaire des associés dans les conditions de l'article 14 des présentes ; cette décision n'aura pas à être portée à la connaissance des tiers ni donner lieu à modification des présents statuts, le règlement intérieur de la société étant inopposable aux tiers.

ARTICLE 11 - DIRECTEUR GENERAL.

11.1 Désignation

La Société peut être également dirigée par un Directeur Général qui est obligatoirement une personne physique.

Le Directeur Général est nommé par le Président. Il peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

11.2 Durée des fonctions

Le Directeur Général est nommé sans limitation de durée. Il peut être révoqué à tout moment, et sans qu'un motif soit nécessaire, par décision du Président constatée dans un procès-verbal.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

11.3 Rémunération

Le Directeur Général peut se voir allouer une rémunération au titre de leurs fonctions. Cette rémunération est fixée par le Président et soumise à l'approbation des associés. Les modifications de la rémunération du Directeur Général interviennent dans les mêmes formes.

11.4 Pouvoirs

Le Directeur Général dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs et sont soumis aux limitations de pouvoirs précisées à l'article 10.4.

ARTICLE 12 : DROITS DE LA REPRESENTATION SOCIALE AUPRES DES ORGANES DE LA SOCIETE.

Les délégués du Comité d'entreprise s'ils ont été désignés exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du travail auprès du Président ou de toute personne qu'il aura délégué.

Dans le cadre des dispositions de l'article L 432-6-1 I 2^{ème} alinéa du Code du travail, les prérogatives du Comité d'entreprise seront exercées conformément aux dispositions de l'article R432-21 du Code du travail.

Lorsque la collectivité des associés se prononce par voie d'Assemblée Générale, deux délégués du Comité d'entreprise exercent leurs droits conformément à l'article L432-6-1-II du Code du travail.

Dans l'hypothèse où les associés s'expriment par voie de consultation écrite ou d'acte sous seing privé, il est communiqué aux deux délégués du Comité d'entreprise le texte de la consultation ou le projet d'acte. Les deux délégués du Comité d'entreprise pourront exercer leur droit de s'exprimer sur les délibérations requérant l'unanimité des associés par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président.

Le Président assurera la communication de ces observations aux associés.

TITRE IV DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 13 : COMPETENCE DES ASSOCIES.

Les seules décisions qui relèvent de la compétence des associés sont celles pour lesquelles la Loi et les présents statuts imposent une décision collective des associés.

ARTICLE 14 : MODALITES DE CONSULTATIONS DES ASSOCIES.

Tout moyen de communication (courrier, téléphone, vidéo, fax...) peut être utilisé dans l'expression des décisions.

Les décisions collectives sont prises:

- Par consultation écrite: dans ce cas, le Président adresse le texte de la ou des résolutions proposées à l'approbation des associés. L'associé n'ayant pas répondu 15 jours suivants la

réception de ce texte est considéré comme ayant approuvé ces résolutions. La procédure de consultation écrite est arrêtée si un associé demande à la Société, dans le délai de B jours suivant la réception de cette lettre, que le texte de la ou les résolutions proposées soit mis à l'ordre du jour d'une assemblée.

- En assemblée: les assemblées sont convoquées par le Président 15 jours ou moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée en vidéoconférence. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Aucune condition de quorum n'est exigée pour la tenue des assemblées.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société qui est habilité à certifier conformes les procès verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir.

Un associé peut être représenté par toute personne de son choix, s'il s'agit d'un tiers, ce tiers doit être agréé préalablement par le Président.

Tout associé peut également voter par correspondance ou moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés à leur demande. Il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

- Par consentement acté: les décisions collectives peuvent également résulter du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

Le Président peut nommer un ou des secrétaire (s) pour l'organisation des consultations et l'accomplissement des formalités au registre du commerce et des sociétés.

Si la Société ne comporte qu'une seule personne, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les statuts exigent une disposition collective.

ARTICLE 15 - PROCES-VERBAUX

15.1 Procès-verbaux des décisions collectives des associés.

Toute décision collective des associés prise en assemblée est constatée par un procès verbal signé par le secrétaire de l'assemblée et par le Président.

Ce procès verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom et prénoms et qualité du Président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, le nombre d'actions participant au vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises au vote et le résultat des votes. Il mentionne également la communication préalable des documents et Informations relatifs à la décision.

Toute décision par acte sous seing privé ou consultation écrite est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président ou les associés.

Ce procès verbal indique la date de l'acte sous seing privé ou de la consultation écrite, les documents et rapports remis préalablement aux associés.

15.2 Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis et signés sur un registre spécial tenu conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les décisions du Président entraînant des modifications statutaires, ou concernant la nomination de directeurs généraux doivent être mentionnées sur le registre. »

ARTICLE 16 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la Loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - CONTROLE ET APPROBATION DES COMPTES - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis la constitution jusqu'au 31 décembre 2008.

ARTICLE 18 - CONTROLE DES COMPTES

Les associés désignent, pour la durée, dans les conditions et avec les missions prévues par la Loi notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

ARTICLE 19 - APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective,

ARTICLE 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident de sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau déficitaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la collectivité des associés ou à défaut par le Président dans un délai maximal de 9 mois après la clôture de l'exercice social.

Le Président peut avant l'approbation des comptes de l'exercice mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice social peut accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende ou des acomptes mis en distribution, une option entre un paiement en numéraire et un paiement en actions.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq années à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

TITRE VI LIQUIDATION DE LA SOCIETE - CONTESTATIONS

ARTICLE 21 - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, une décision collective des associés décide du mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la Loi.

ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE VII ORGANES SOCIAUX DE LA SOCIETE

ARTICLE 23 - NOMINATION DU PRESIDENT

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

La société AGAPES, société anonyme au capital de 17.547.392 €uros, dont le siège social est à VILLENEUVE D'ASCQ (59650) Immeuble Péricentre, rue Van Gogh, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro B 477 380 422, représentée à cet effet par Monsieur Jean-Louis LANDRIEUX Demeurant à Mouvaux (59420), 22 allée des Charmes.

ARTICLE 24 - MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés en qualité de commissaires aux comptes de la Société pour une durée de six exercices, soit jusqu'à la réunion de la collectivité des associés devant statuer sur les comptes clos le 31.12.2014 :

En qualité de commissaire aux comptes titulaire :

KPMG SA - Département KPMG AUDIT
Immeuble le Palatin, 3 Cours du Triangle
92939 La Défense cedex

En qualité de commissaire aux comptes suppléant :

Monsieur Didier Thibaut DE MENONVILLE
89 Avenue de Villiers
75017 Paris

Lesquels interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'entre eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

ARTICLE 25 - MANDAT POUR LA SOCIETE EN FORMATION

Les soussignés constatent qu'il n'est pas porté à leur connaissance que des actes aient été accomplis pour le compte de la Société en formation et que, de ce fait il n'y a pas lieu d'annexer aux statuts un état à ce sujet.

Tout pouvoir est donné à la Société AGAPES SA, associé, désigné comme Président, qui les accepte, aux fins d'accomplissement de toutes les formalités consécutives prescrites par les lois et règlements en vigueur. Elle est spécialement habilitée à signer l'avis de constitution à insérer dans un journal d'annonces légales.

Elle est également fondée à agir au nom de la Société en formation, jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et de sociétés, notamment mandat exprès lui est confié de passer les actes et prendre les engagements suivants pour le compte de la Société:

- Conclusion d'un bail
- Engagement du personnel
- Option pour le régime de l'intégration fiscale
- Domiciliation du siège social entre la SAS AMARINE EXTERNE et la société AMARINE SAS.
- Ouverture d'un compte bancaire de fonctionnement en France.

Ces actes et engagements se retrouvent repris par la Société du seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Après que la Société aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de la collectivité des associés, et ce, au plus tard lors de l'assemblée qui statuera sur les compte du premier exercice social. Cette approbation entraînera de plein droit reprise desdits actes et engagements par la Société.

3 BRASSEURS INTERNATIONAL SAS
Représentée par Jean-Louis LANDRIEUX
Président

